

## **L'économie, remède au pessimisme**

Emmanuel BÉTRY

**Dans un ouvrage centré sur les sujets d'inquiétudes économiques, deux économistes bien connus de la blogosphère rendent accessible leur discipline sans pour autant renoncer à en faire comprendre la complexité.**

Alexandre Delaigue et Stéphane Méria, *Nos phobies économiques : ces peurs que l'économiste guérit mieux qu'un psy*, Pearson Education, 2010, 224p., 19€

Une thèse répandue dans certains milieux patronaux est que les mauvaises performances économiques de la France s'expliquent, au moins en partie, par le faible niveau des Français en économie. L'argument résiste en fait difficilement à un examen sérieux. Il ne fait guère de doute que l'opinion française a une connaissance lacunaire des données et des mécanismes économiques. Mais ce phénomène est loin d'être spécifique à la France. Les Américains estiment ainsi en moyenne que l'aide au développement représente un quart du budget fédéral américain, alors que le vrai chiffre est de seulement 1%. Bien plus, un sondage réalisé en 2009 par l'institut BVA dans huit pays européens<sup>1</sup> concluait au fait que les Français avaient des connaissances de base en économie supérieures à la moyenne, alors que les Britanniques étaient bons derniers.

### **Le pessimisme économique, un mal français**

Ce qui est en revanche bien établi est que les Français sont nettement plus pessimistes que leurs voisins, en particulier sur les sujets économiques. Alexandre Delaigue et Stéphane Méria mentionnent ainsi en ouverture de leur ouvrage un sondage de 2009 montrant que les Français étaient nettement moins optimistes que leurs voisins européens quant aux perspectives économiques de la décennie à venir. Une étude conduite à la fin 2010 établissait

---

<sup>1</sup> Sondage réalisé par BVA pour L'Expansion et l'Institut de l'entreprise  
[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/non-les-francais-ne-sont-pas-nuls-en-economie\\_177768.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/non-les-francais-ne-sont-pas-nuls-en-economie_177768.html)

le même constat pour le court terme : les Français étaient 61% à penser que 2011 serait une année de « difficultés économiques », ce qui constituait la plus haute proportion sur les 53 pays couverts, et un chiffre très au-dessus de la moyenne internationale (28%).

Cette spécificité française peut difficilement être expliquée par des raisons conjoncturelles. La France a certes été très durement touchée par la crise économique qui s'est déclenchée en 2008, mais la chute de la production ou les pertes d'emplois y ont été moins marquées que dans la plupart des autres grands pays développés. Le pessimisme des Français semble plutôt renvoyer à des caractéristiques structurelles de la société française, que les économistes ont abondamment documentées au cours de ces dernières années. En comparaison internationale, les Français se distingueraient ainsi par un faible niveau de confiance envers les institutions (le parlement, les syndicats, la justice, etc.) et leurs concitoyens<sup>2</sup>, avec des conséquences désastreuses pour les relations sociales en général, et les rapports dans le monde du travail en particulier<sup>3</sup>.

Cette angoisse française au sujet de l'économie a tendance à susciter deux grands types de réactions de la part des élites politiques et économiques. La première consiste à mettre en regard le ressenti de l'opinion et les statistiques économiques, et à conclure que les Français sont ingrats, exagérément craintifs ou très mal informés. La seconde cherche au contraire à s'appuyer sur les peurs de l'opinion pour désigner des coupables (l'euro, les immigrés, la mondialisation, les délocalisations, l'assistanat, etc.) et à proposer des réponses simples, supposées apporter une réponse rapide aux problèmes soulevés.

### **Prendre les angoisses des Français au sérieux**

Le pari de *Nos phobies économiques* est d'examiner huit grandes craintes économiques des Français (sur des thèmes qui vont du pouvoir d'achat à la finance en passant par le chômage ou l'immigration) en tournant résolument le dos à ces deux approches. D'une part, les auteurs partent du principe que les peurs des Français ne sont pas de simples fantasmes, et qu'il faut les prendre au sérieux. D'autre part, ils s'efforcent de rester modestes sur les solutions possibles. Les références psychanalytiques du titre et du sous-titre de

---

<sup>2</sup> Yann Algan et Pierre Cahuc, *La société de défiance : comment le modèle social français s'autodétruit*, Éditions ENS Rue d'Ulm, 2007. Voir aussi les recensions de cet ouvrage dans la Vie des idées : <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-se-fier-a-la-societe-de.html> et <http://www.laviedesidees.fr/Une-histoire-de-la-confiance-est.html>

<sup>3</sup> Thomas Philippon, *Le Capitalisme d'héritiers : la crise française du travail*, Le Seuil / La République des idées, 2007.

l'ouvrage, dont on pouvait craindre qu'elles ne relèvent du *gimmick* d'éditeur, prennent ainsi tout leur sens. Il ne s'agit pas tant d'apporter des réponses que de remettre en perspective les questions. De mieux comprendre, en fait, l'origine de nos névroses économiques afin d'apprendre à vivre avec.

De ce point de vue, le pari de l'ouvrage est très largement gagné. Il le doit principalement aux grandes qualités pédagogiques des auteurs, que les lecteurs du site [Éconoclaste](#) apprécient depuis longtemps et qu'un plus large public avait pu découvrir dans un premier ouvrage publié en 2008, *Sexe, drogue... et économie*<sup>4</sup>.

Le chapitre consacré à l'augmentation des dépenses d'assurance maladie (« *Me soigner devient un luxe* ») est une illustration particulièrement remarquable de l'efficacité de la méthode. Les auteurs prennent pour point de départ les angoisses, d'ailleurs tout à fait légitimes, de l'opinion à propos du système de santé : le coût des soins ne cesse d'augmenter ; les dépenses de santé sont de plus en plus mal remboursées ; le déficit de l'assurance maladie n'arrête pas de se creuser. Une vingtaine de pages et plusieurs démonstrations économiques plus loin, le lecteur sera à peu près convaincu que l'augmentation du coût de la santé et le « trou de la sécu » ne sont pas nécessairement des problèmes en soi, pourvu que le système de santé soit correctement organisé. Au passage, il aura appris deux concepts fondamentaux de l'économie de l'assurance, l'aléa moral et la sélection adverse. Et sans doute mieux compris les enjeux de la réforme du système de santé américain adoptée en 2010.

La plupart des autres chapitres sont de la même excellente facture. « *Les banquiers me ruineront* » constitue ainsi certainement l'une des meilleures synthèses disponibles en français sur les origines de la crise financière qui a éclaté de 2008 et sur les enjeux des débats actuels concernant la réforme du système financier. « *Mon pouvoir d'achat s'est volatilisé* » démontre de façon limpide l'impossibilité de construire une mesure de l'évolution des prix qui soit cohérente avec le ressenti de chacun. Et « *Chômeur ou dépressif* » offre un banc d'essai très complet des différentes théories avancées pour expliquer le niveau élevé du chômage en France depuis 30 ans.

## Éloge de la complexité

---

<sup>4</sup> Alexandre Delaigue et Stéphane Méria, *Sexe, drogue... et économie : pas de sujets tabous pour les économistes !*, Pearson, 2008.

L'approche adoptée n'est certes pas toujours sans inconvénients. La volonté de ne pas remettre en cause trop frontalement l'opinion commune se traduit parfois par quelques approximations factuelles. Il n'est par exemple pas exact de dire que le chômage français n'est plus jamais descendu « *sous la barre des 8,5%* » depuis le début des années 1980. Même en incluant les départements d'outre-mer, il était en réalité plus faible en 2001-2002 et en 2007-2008. Contrairement à ce qu'affirment les auteurs, les revenus des Français ont aussi augmenté plus rapidement que les prix sur la dernière décennie : les chiffres de l'Insee font état d'une progression du pouvoir d'achat *moyen* par personne de 12,7% entre 2000 et 2010, soit une hausse moyenne peu spectaculaire mais non négligeable de 1,2% par an.

L'extraordinaire foisonnement des références à des travaux récents en sciences sociales, qui est une des grandes forces de l'ouvrage, peut en outre déboussoler à l'occasion le non-spécialiste. Il n'est pas certain, par exemple, que le lecteur moyen sache ce qu'est le progrès technologique biaisé ou qu'il comprenne que « *la capacité à construire sa propre économie* » est une allusion à un ouvrage récent de l'économiste et blogueur américain [Tyler Cowen](#). Enfin, on souhaiterait parfois que les auteurs s'engagent davantage en faveur de telle ou telle politique, quand ils estiment les arguments économiques suffisamment convaincants. Le chapitre consacré au chômage est ainsi particulièrement peu conclusif, alors qu'on croit comprendre que les auteurs seraient plutôt favorables à une plus forte flexibilité du marché du travail.

Un regret plus important est que les chapitres ne sont pas tous de la même qualité. L'approche des auteurs fait la plupart du temps merveille sur des sujets purement économiques. Elle est plus périlleuse quand ils cherchent à s'attaquer, recherches en sciences sociales à la main, au concept de gratuité ou aux épidémies. Ce dernier chapitre, qui semble avoir été imposé par l'éditeur pour coller à l'actualité du virus H1N1 (l'ouvrage a été publié en avril 2010, mais les thèmes ont été définis à l'été 2009), est particulièrement décevant. D'abord parce que la multiplication des références s'y transforme en catalogue sans cohérence ni but véritables. Et surtout parce que les auteurs y font preuve d'une insensibilité regrettable compte tenu de la gravité des sujets et du public visé par l'ouvrage. Mentionner les seuls bénéfices comptables (baisse des dépenses de retraites et de santé) d'une épidémie « *particulièrement meurtrière pour les personnes âgés* » apparaît ainsi pour le moins maladroit. La difficile question de la valorisation monétaire de la vie humaine aurait également gagné à être traitée de façon plus délicate : l'approche des auteurs est orthodoxe

mais leur formulation (« *si un individu est prêt à accepter que sa probabilité de survie baisse de 1/10 000<sup>e</sup> contre 500 dollars, cela signifie qu'il est prêt à mourir pour 5 millions de dollars* ») peut choquer le lecteur non averti.

À cette importante réserve près, *Nos phobies économiques* constitue une introduction aux enjeux économiques beaucoup plus accessible et efficace que nombre d'ouvrages dont c'est l'objectif premier. Le journaliste américain Henry Louis Mecken écrivait que pour chaque problème complexe, il existe une solution qui est simple, élégante et fautive. De ce point de vue, le paradoxal mérite de ce livre n'est pas tant de rendre l'économie simple que de convaincre le lecteur de sa complexité.

Article publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr) le 19 septembre 2010.

© **laviedesidees.fr**